

## **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES**

**CITE ADMINISTRATIVE D'ÉTAT (CAE) DE LYON PART DIEU**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

**Objet : ENTRETIEN ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DE CHAUFFAGE,  
VENTILATION, CLIMATISATION, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ  
MAINTENANCE ET EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS DIVERS  
MAINTENANCE ET EXPLOITATION DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE**

**Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124-2, R2124-1, R2161-1, R2161-2, R2161-3, R2161-4, R2161-5 du Code de la commande publique

Référence du marché : CAE69\_MULTITECH\_SGCD69\_2025

# Table des matières

ARTICLE 1 – LES PARTIES.....	4
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1. Objet du marché.....	4
2.2. Nature du marché.....	4
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
6.1. Début d'exécution des prestations objet du marché.....	6
6.2. Effectif du service de maintenance technique.....	6
6.3. Inventaire de départ / Inventaire exhaustif.....	6
6.4. Connaissance des lieux et des installations.....	7
6.5. Adjonction d'équipements.....	7
6.6. Retrait d'équipements.....	7
6.7. Remise des équipements en fin de marché.....	7
6.8. Pièces de rechange/consommables pour les installations de CVCPEC et équipements de sonorisation.....	8
6.9. Pièces de rechange / consommables pour les équipements divers (hors équipements de sonorisation).....	8
6.10. Accès-Consignes.....	8
6.11. Moyens mis à disposition du titulaire.....	8
6.12. Documentation.....	9
6.13. Plan de prévention.....	9
6.14. Outillage.....	9
6.15. Obligation de conseil et de formation.....	9
ARTICLE 7 - OBLIGATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	9
7.1. Sécurité.....	9
7.2. Contrats fluides.....	9
7.3. Combustibles, produits de traitement d'eau.....	9
7.4. Législation concernant l'amiante.....	9
7.5. Pièces de rechange – Réception et stockage.....	10
7.6. Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).....	10
ARTICLE 8 - INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	10
8.1. Critères d'éligibilité.....	10
8.2. Durée d'éligibilité.....	11
8.3. Mise en œuvre de l'action d'insertion.....	11
8.4. Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire.....	11
8.5. Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion de la Préfecture du Rhône.....	12
8.6. Suivi et évaluation de la clause sociale.....	12
ARTICLE 9 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	12
9.1. Valorisation des déchets.....	12
9.2. Obligation de communiquer un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	13
ARTICLE 10 - NATURE ET FORME DES PRIX.....	13
10.1. Contenu du prix.....	13
10.2. Variation dans les prix.....	13
ARTICLE 11 - MODALITÉS D'APPLICATION.....	14
ARTICLE 12 - CAUTIONNEMENT.....	14
ARTICLE 13 - AVANCE.....	14
ARTICLE 14 - MODALITÉS DE PAIEMENT.....	14
14.1 Règlements.....	14
14.2. Établissement des factures électroniques.....	15
14.3 Délai de paiement.....	15
14.4 Modalités de règlement des sous-traitants.....	16
ARTICLE 15 - RETENUE DE GARANTIE.....	16
ARTICLE 16 – CLAUSE EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	16
ARTICLE 17 - PÉNALITÉS.....	17

17.1 Pénalités pour non remise de documents.....	17
17.2 Réfaction en cas de mauvaise exécution.....	17
17.3 Pénalités pour indisponibilité.....	17
17.4 Pénalités pour intervention non concluante dans le cadre des dépannages.....	17
17.5 Pénalités pour non-respect des garanties de fonctionnement des départs prioritaires et départs de sécurité ou de la source de sécurité onduleur.....	17
17.6 Pénalités pour non-respect des températures dans les locaux informatiques (serveurs, routeurs, baies de brassage).....	17
17.7 Pénalités pour non-respect des garanties de fonctionnement dans les autres parties de bâtiments (bureaux, restaurant, archives, etc...).....	18
17.8 Pénalités pour arrêt complet d'utilisation d'une unité en cuisine ou annexes, ou chambres froides.....	18
17.9 Pénalités pour défaut de fonctionnement d'un ensemble parmi les équipements de sécurité.....	18
17.10. Pénalités pour absence de personnels du titulaire ou des sous-traitants.....	18
17.11 Pénalités pour non-port du vêtement de travail ou des insignes.....	19
17.12 Pénalités pour non respect des clauses de promotion de l'emploi.....	19
17.13 Retard de transmission de pièces.....	19
17.14 Limites des pénalités.....	19
17.15 Pénalité pour non respect des engagements d'insertion.....	19
ARTICLE 18 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	19
ARTICLE 19 - RÉSILIATION.....	19
ARTICLE 20 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS.....	20
20.1 Responsabilités.....	20
20.2 Assurances.....	21
ARTICLE 21 - JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	21
ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

## ARTICLE 1 – LES PARTIES

Le **pouvoir adjudicateur** est l'État.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** chargé de coordonner la passation du marché, est Madame la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète du département du Rhône. Elle est chargée de signer et de notifier le marché. Les dépenses relatives au marché sont engagées et mandatées par la directrice des finances et des achats du secrétariat général commun départemental du Rhône (SGCD69).

Le **gestionnaire de la CAE** est le Chef de la direction « Immobilier, Logistique » du secrétariat général commun départemental du Rhône (SGCD69).

Le **gestionnaire de site**, agent du secrétariat général commun départemental du Rhône (SGCD69, est chargé de la gestion du présent marché, il émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations. Il est l'interlocuteur du titulaire.

Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché.

Le **représentant du titulaire** soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

## ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de services à la Cité Administrative d'État (CAE), 165 rue Garibaldi, dans le 3ème arrondissement de Lyon.

Le site de la CAE est composé de 3 bâtiments :

- le bâtiment I, anciennement immeuble de grande hauteur (IGH), est désaffecté. Son déclassement a été validé en décembre 2024.  
Ce bâtiment est subdivisé en deux corps de bâtiments dénommés I1 et I2 :
  - le bâtiment I1 est désaffecté/vidé d'occupants. Seul y subsiste un poste central de sécurité occupé par des agents SSIAP en journée.
  - le bâtiment I2 compte des locaux techniques et des archives.
- le bâtiment A dont la construction date de 198 le bâtiment A dont la construction date de 1987
- le bâtiment B dont la construction date de 1988

Ce site totalise une surface (SHON) de 77 647 m<sup>2</sup> dont 60 554 m<sup>2</sup> de surface chauffée environ. Les dispositions du marché sont décrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Le contenu des prestations est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), à l'article 1.

### 2.2. Nature du marché

Le présent marché est passé par Madame la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône.

Il est réparti de la façon suivante :

- une prestation forfaitaire principale, destinée à assurer la couverture de la maintenance préventive et l'exploitation des installations de CVCPEC, du système de sécurité incendie ainsi que des équipements divers

- une prestation récurrente subsidiaire (maintenance corrective), attribuée par une émission successive de bons de commande. Le montant de cette prestation est plafonné, dans le cadre du présent marché, à 50% du montant de la maintenance préventive et de l'exploitation des installations de CVCPEC.

Cette répartition permet d'assurer, en référence au fascicule de documentation NFDX 60 000 de l'AFNOR :

- la maintenance préventive des installations CVCPEC, de niveau 1 à 4, qui constitue une partie de la commande initiale du marché.
- la maintenance corrective des installations CVCPEC, de niveau 1 à 4, exécutée, si nécessaire, sous forme de commandes supplémentaires

### **ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an ferme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Cette période constituera la période initiale du marché.

Le marché pourra être renouvelé deux fois 6 mois, par tacite reconduction. Ce contrat ne peut excéder 2 ans, soit le 31 décembre 2027 maximum.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 2 mois minimum.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Le prestataire ne peut prétendre à aucun dédommagement en cas de non reconduction.

À l'issue l'acheteur se réserve la possibilité de passer un nouveau marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables selon les dispositions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique (CCP).

### **ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses 2 annexes (annexe 1 : pouvoirs, annexe 2 : clause sociale)
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses 2 annexes (annexe 1 : liste des équipements, annexe 2 : prestations à effectuer),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021, et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022.
- le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'Observatoire Économique de l'Achat Public.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
- le mémoire et les pièces supplémentaires du titulaire.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché énumérées ci-dessus, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées.

### **ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE**

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 et à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services (CCAG-FCS), le titulaire peut sous traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial.

Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire DC4 (téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>).

## **ARTICLE 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1. Début d'exécution des prestations objet du marché**

Les prestations forfaitaires de maintenance préventive, démarrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Les prestations de maintenance corrective liées aux équipements des CVCPEC sont exécutées par bons de commande signés par le bureau de l'immobilier de la direction de l'immobilier, de la logistique et de l'accueil du Secrétariat général commun départemental du Rhône.

Ces bons de commande comportent au minimum les informations suivantes :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- l'installation concernée,
- la référence du devis,
- la définition de l'objet du marché,
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement,
- le prix HT, le montant de la TVA, le prix TTC
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- le nombre d'heures de main d'œuvre détaillé

Le titulaire est tenu à l'obligation de remise en marche des installations en cas de panne, sans qu'il soit besoin qu'un bon de commande préalable soit émis. Le devis d'exécution des prestations nécessaires devra être écrit, l'acceptation du devis vaudra bon de commande.

### **6.2. Effectif du service de maintenance technique**

Il appartient au titulaire de définir, en nombre et en qualité, les moyens qu'il compte mettre à la disposition de du pouvoir adjudicateur pour accomplir les obligations découlant du présent marché. L'encadrement du service technique de maintenance devra compter au minimum :

- 1 responsable général de l'exécution de l'ensemble des prestations,
- 2 contremaîtres, adjoints au dit responsable, de spécialités différentes.

Le personnel que le titulaire entend affecter sur le site et dont il aura précisé le nombre et la qualification devra être présent tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus, de 7 h 30 à 17 h, afin de pouvoir sans délai procéder à des dépannages pendant les périodes d'occupation des immeubles.

S'agissant des pauses méridiennes des repas, l'effectif du personnel pourra bénéficier des services du restaurant inter-administratif localement implanté, étant entendu que 50% de cet effectif devra être opérationnel en permanence.

Le responsable général de l'exécution des prestations devra être présent de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus.

Les absences de tout ou partie du personnel devront immédiatement faire l'objet d'un remplacement, que ces absences résultent d'arrêts de maladie ou de congés régulièrement déposés. Les absences non compensées par du personnel de remplacement feront l'objet de pénalités (cf. article 14 Pénalités).

En dehors des horaires de travail définis ci-avant, le titulaire devra prévoir la mise en place d'un service d'astreinte destiné à pallier les incidents techniques survenant en dehors des horaires normaux de travail. Le personnel d'astreinte devra être rendu sur le site dans un délai maximum d'une heure, courant à compter de la réception de l'appel téléphonique confirmé par mail. Le titulaire devra en conséquence équiper à ses frais son personnel d'un système autonome d'appel à distance.

### **6.3. Inventaire de départ / Inventaire exhaustif**

L'inventaire de départ du matériel relevant du présent marché fait l'objet d'une liste, jointe en annexe 1 du CCTP. Sont listés les principaux équipements, mais il convient pour le prestataire, de prendre en compte dans les prestations à réaliser, l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement.

Le titulaire disposera d'un délai de trois mois à compter de la prise en charge des installations, soit au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2026, pour ajuster la liste du matériel, et fournir au gestionnaire de la CAE un inventaire exhaustif, comprenant

l'ensemble des équipements présents sur le site (nombre et type d'équipements, marques, caractéristiques techniques, état général des équipements, date prévisionnelle de remplacement, etc.).

Passé ce délai de trois mois, tout matériel non mentionné dans ce dernier inventaire mais présent sur site fait partie intégrante du contrat sans que le prestataire puisse prétendre à une quelconque indemnisation financière. La maintenance et/ou la réparation de ce matériel sera due par le prestataire.

De plus, dans un délai de trois mois à compter de la prise en charge des installations, soit au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2026, un procès-verbal détaillé de l'état des lieux et des matériels et équipements sera établi pour chaque installation. Ce procès-verbal sera dressé de façon contradictoire, en présence du gestionnaire de site. Il précisera pour chaque installation ou équipement, son état de vétusté, sa durée de fonctionnement résiduelle prévisionnelle, et toute observation que le prestataire jugera utile de mentionner.

En cas d'absence de ce procès-verbal, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 16.1 du présent CCAP.

#### **6.4. Connaissance des lieux et des installations**

Suite à l'inventaire exhaustif validé par le gestionnaire de la CAE, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le C.C.A.P. et le C.C.T.P. Tout le personnel intervenant dans le cadre du présent marché devra posséder la connaissance des installations et équipements mis en œuvre.

#### **6.5. Adjonction d'équipements**

Le gestionnaire de la CAE signale par écrit au titulaire du marché, toute adjonction d'équipements nouveaux, ou remplacement d'équipements existants, par rapport à l'inventaire exhaustif remis par le prestataire.

Le titulaire du marché prendra en charge les nouvelles installations dès leur réception, à laquelle il devra participer dès lors qu'il y aura été convié.

Les conditions de prise en charge des nouvelles installations seront réglées par avenant si ces dernières génèrent des prestations supplémentaires significatives pour le prestataire, ou, à défaut, dans l'attente du règlement d'un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur. La première année, les prestations à redevance forfaitaire relatives aux nouvelles installations seront facturées au prorata du nombre de mois de prise en charge de la maintenance des dits équipements.

Tout mois commencé sera entièrement dû au titulaire.

Le prestataire devra remettre au gestionnaire de site une nouvelle liste exhaustive des équipements intégrant les nouveaux matériels.

Le titulaire ne pourra effectuer aucune modification des installations de son fait, sans l'accord écrit du gestionnaire de la CAE.

#### **6.6. Retrait d'équipements**

Le gestionnaire de la CAE signale par écrit au titulaire du marché, tout retrait d'équipement par rapport à l'inventaire de départ ou à l'inventaire exhaustif remis par le prestataire.

Les conditions de retrait de ces équipements sont fixées par avenant ou, à défaut, dans l'attente du règlement d'un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur.

Les prestations à redevance forfaitaire, relatives aux équipements supprimés, seront facturées au prorata du nombre de mois d'appartenance desdits équipements à l'inventaire contractuel.

Tout mois commencé sera entièrement dû au titulaire.

Le titulaire ne pourra effectuer aucun retrait d'équipements de son fait, sans l'accord écrit du gestionnaire de la CAE.

#### **6.7. Remise des équipements en fin de marché**

En fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi en fin de marché. Il précise pour chaque installation ou équipement, son état de vétusté, sa durée de fonctionnement résiduelle prévisionnelle, et toute observation que le prestataire jugera utile de mentionner.

Trois mois avant la fin de son contrat, le titulaire devra établir un procès-verbal détaillé de l'état des lieux et des matériels et équipements, pour chaque installation concernée. Ce procès-verbal sera dressé de façon contradictoire, en présence du gestionnaire de site. Il précisera pour chaque installation ou équipement, son état de vétusté, sa durée de fonctionnement résiduelle, et toute observation que le prestataire jugera utile de mentionner.

## **6.8. Pièces de rechange/consommables pour les installations de CVCPEC et équipements de sonorisation**

Pendant toute la durée du contrat le titulaire est tenu de procéder, sans délai, au remplacement de tous les matériels jugés défectueux soit par lui-même, soit par le service gestionnaire de la CAE. Les pièces de rechange et autres matériels ou fournitures nécessaires au bon fonctionnement des installations techniques fournies par le prestataire sont stockés sur site sous sa seule responsabilité. Les matériels achetés par le gestionnaire de la CAE sont stockés dans un local dont seul le gestionnaire de site détient les clés.

La gestion automatisée de ces stocks est assurée par le titulaire du marché qui remet chaque mois au gestionnaire de site la liste mise à jour de ces stocks.

Un état de ces stocks sera établi au démarrage du contrat (dans le mois qui suit la prise en charge des installations, soit au plus tard le 1er février 2026) et en fin de contrat, un mois avant la fin du marché.

Le titulaire, en liaison avec le gestionnaire de site, établit régulièrement la liste des pièces de première urgence qu'il convient de détenir pour assurer la pérennité des installations. Pour tout achat de pièces ou matériels, le titulaire adresse au gestionnaire de site, la liste des pièces de rechange ou fournitures nécessaires en indiquant leurs caractéristiques techniques, leur marque, leur prix unitaire et le nom du fournisseur; le cas échéant, il peut être demandé au titulaire d'assurer la fourniture de ces pièces sous réserve de tarification préférentielle. Dans ce cas, cette demande fait l'objet d'un devis validé par le gestionnaire de la CAE, qui entre dans le cadre de la maintenance corrective.

Il appartient au titulaire de faire en temps voulu les démarches nécessaires pour l'achat de ces produits ou matériels, compte tenu des délais d'approvisionnement. Si le titulaire est à l'origine d'un incident, la réparation est entièrement à sa charge, quel que soit le montant des fournitures. Toutefois, le titulaire aura à sa charge les petites fournitures d'usage courant et notamment : visserie, boulonnerie, joints divers spécifiques ou non, filasse, garniture, tresse, bagues d'étanchéité, bagues d'usure, roulements, fusibles, flexibles, manomètres, thermomètre, lampes de signalisation, cosses, colliers COLSON, bagues chiffrées, papier listing et rouleaux encreurs ainsi que les cartouches d'encre, etc.

D'une manière générale, les pièces détachées nécessaires aux réparations, d'un montant unitaire inférieur ou égal à 250 € HT (après application de la remise du fournisseur sur le prix public), sont à la charge du titulaire, dans le cadre de la prestation forfaitaire principale correspondant au poste A de l'acte d'engagement.

Le catalogue du fournisseur mentionnant le prix public, ainsi que la facture du fournisseur, pourront être demandés au prestataire en cas de litige.

Dans la mesure du possible, les pièces de rechange seront « d'origine constructeur ».

La main d'œuvre pour le remplacement des pièces détachées, fournies ou non par le prestataire, est comprise dans le marché.

Il est précisé que le sel, nécessaire pour le fonctionnement des adoucisseurs, sera fourni par le prestataire dans le cadre du marché. Les quantités habituellement consommées sont de l'ordre de 20 tonnes/an.

## **6.9. Pièces de rechange / consommables pour les équipements divers (hors équipements de sonorisation)**

Les prestations du titulaire pour les équipements divers comprennent la maintenance des équipements, la fourniture de toutes les pièces détachées nécessaires aux réparations, quel qu'en soit le montant, et la main d'œuvre pour le remplacement de ces pièces détachées (garantie totale sur les pièces détachées). (Poste B de l'acte d'engagement)

## **6.10. Accès-Consignes**

Le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité de la CAE.

Il sera remis au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il doit assurer la maintenance. À la fin du marché, le titulaire restitue au gestionnaire de site, les badges et les clés, y compris les copies qu'il aurait pu exécuter.

Dans l'hypothèse où la perte ou le vol d'une clé entraînerait, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture.

## **6.11. Moyens mis à disposition du titulaire**

Des locaux pour le stockage de l'outillage, ainsi que des bureaux pour les personnels présents en permanence sur le site, seront mis à la disposition du titulaire à proximité du gestionnaire de site. Un inventaire et un état des lieux de ces locaux et des équipements mis à disposition du titulaire, sera réalisé au démarrage du contrat et en fin de contrat.



## **6.12. Documentation**

Le titulaire a accès, dans les locaux du service gestionnaire de la CAE, aux plans concernant les équipements techniques objets du présent marché.

## **6.13. Plan de prévention**

a) Pour les interventions dans le cadre du présent marché, le titulaire devra fournir tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions des articles R4511-1 et suivants du code du travail concernant les travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses cotraitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

b) Pour les interventions des autres entreprises et lorsqu'il doit être fait application des articles R4512-6 et suivants du Code du Travail, le titulaire élabore le plan de prévention nécessaire, réalise l'inspection commune préalable, définit les mesures à prendre, recueille les informations auprès de la (ou des) entreprise-s, propose au gestionnaire l'approbation du plan de prévention ainsi élaboré. Au cours du déroulement du chantier, il en vérifie l'application et propose au gestionnaire toutes modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

## **6.14. Outillage**

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage nécessaire à l'exécution de ses prestations.

La liste des matériels et outillages éventuellement entreposés dans les bâtiments sera soumise à l'accord de la personne publique, le titulaire en demeure responsable.

## **6.15. Obligation de conseil et de formation**

- Pendant toute la durée du contrat, le titulaire a une obligation de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des règles de l'Art.
- En fin d'exécution du contrat (trois derniers mois du contrat), le titulaire a une obligation d'accompagnement et de formation du prestataire qui sera désigné pour lui succéder.

# **ARTICLE 7 - OBLIGATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

## **7.1. Sécurité**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter les conditions de sécurité exigées par la législation en vigueur et à laisser le personnel du titulaire accéder aux locaux et aux installations objet du présent contrat dans le cadre des règlements applicables dans l'établissement.

## **7.2. Contrats fluides**

Le pouvoir adjudicateur passera pour son compte tous les contrats nécessaires notamment avec Électricité De France ou tout autre fournisseur d'électricité, et la Compagnie Générale des Eaux ou tout autre fournisseur.

## **7.3. Combustibles, produits de traitement d'eau**

Le service gestionnaire de la CAE s'engage à fournir le combustible pour les groupes électrogènes. Il appartiendra, par conséquent, au titulaire de signaler en temps utile et par écrit les quantités à approvisionner.

Les huiles spécifiques (pompes à chaleur, groupes électrogènes) ainsi que tous les produits pour le conditionnement des eaux (biocide oxydant pour l'élimination des microorganismes existants, produit de traitement contre la corrosion et l'entartrage des eaux chaudes sanitaires, produit inhibiteur de corrosion et d'entartrage pour les circuits fermés), le sel pour les adoucisseurs, sont fournis par le prestataire.

## **7.4. Législation concernant l'amiante**

L'ensemble des bâtiments constituant la Cité Administrative a fait l'objet d'un diagnostic amiante et le désamiantage des parties en contact avec les usagers a été effectué.

Cependant, certains éléments techniques tels que portes ou clapets coupe-feu contiennent de l'amiante. Dès lors, le titulaire devra prendre toutes les précautions exigées par la loi pour préserver le personnel devant intervenir sur ces éléments.

Le « Dossier Technique Amiante » (DTA) est à la disposition du titulaire, il est consultable au Service gestionnaire de site.

### **7.5. Pièces de rechange – Réception et stockage**

Le service gestionnaire de la CAE approvisionnera pour son compte les pièces de rechange non comprises dans le marché du titulaire (c'est-à-dire les pièces dont le montant est supérieur à 250 € HT pour les équipements de chauffage, ventilation, climatisation, plomberie, électricité) au vu d'une liste établie par le titulaire et approuvée par lui.

Le titulaire apporte au service gestionnaire de site son assistance complète pour :

- la réception, la reconnaissance de toutes les pièces et fournitures, et les réserves éventuelles à formuler
- la prise en charge sur quai et mise en dépôt
- la gestion du stock en fournissant chaque mois au gestionnaire de site la liste mise à jour de ce stock.

Cette gestion du stock est assurée par le prestataire. À chaque sortie de matériel ou de fourniture le titulaire remet au gestionnaire de site la liste des pièces prélevées en précisant leur référence selon la nomenclature établie, la quantité, la nature et le lieu de l'intervention ayant nécessité ces pièces. Le titulaire conserve à sa charge exclusive le transport des magasins au lieu de mise en œuvre et la mise en œuvre elle-même.

L'inventaire du stock de matériels et de fournitures est effectué tous les six mois, conjointement par le titulaire et le gestionnaire par rapprochement avec le fichier détenu au service Gestion.

### **7.6. Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)**

Le prestataire mettra en place une gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO), dont les données seront accessibles au service gestionnaire de site.

Le titulaire du marché de gardiennage et de surveillance des locaux, des missions particulières de sécurité incendie et d'assistance à personnes, devra également disposer d'un accès « consultation » à la GMAO, afin qu'il puisse reporter les anomalies constatées au service d'astreinte du présent marché (24/24h, 7/7j).

Le prestataire est propriétaire de l'outil. En fin de contrat, il restitue les éléments d'information liés à ses prestations.

Cette GMAO comportera, a minima, les informations suivantes :

- liste des équipements
- calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive, par type d'installation
- calendrier des interventions de maintenance préventives réalisées
- prestations de maintenance corrective effectuées, avec les dates d'intervention et le montant des prestations.
- gestion des demandes d'intervention émanant des services occupants, validées par le service gestionnaire de site.
- devis proposés au gestionnaire de site
- interventions effectuées par les sous-traitants éventuels (prestations réalisées / dates de ces interventions)
- gestion du stock de pièces détachées fournis par le prestataire
- gestion du stock de pièces détachées fournis par le service gestionnaire de site
- gestion des rapports hebdomadaires, mensuels, annuels

## **ARTICLE 8 - INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, le secrétariat général commun du Rhône, fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

### **8.1. Critères d'éligibilité**

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, la Préfecture du Rhône fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit à France Travail ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit à France Travail ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Participant à un dispositif d'accompagnement renforcé de la Métropole de Lyon ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte de la Préfecture du Rhône, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation en transmis par l'AMOI.

## 8.2. Durée d'éligibilité

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3 640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

## 8.3. Mise en œuvre de l'action d'insertion

Cela consiste, pour le titulaire du marché à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum selon les modalités définies ci-dessous :

300 heures pendant la première année d'exécution du marché, et 150 heures par période de reconduction (soit 600 heures sur la durée totale du marché).

## 8.4. Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire à l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une structure qualifiée

L'entreprise sous-traite tout ou partie de son marché à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) sous conventionnement avec l'Etat, ou à une Entreprise Adaptée (EA) ou un Établissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

## **8.5. Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion de la Préfecture du Rhône**

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par la Préfecture du Rhône est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

### **Coordonnée de l'AMOI :**

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E)  
24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon  
Elsa MAUNIER  
Facilitatrice Clauses Sociales  
Tél : 07 68 09 69 91  
Mail : [emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.

## **8.6. Suivi et évaluation de la clause sociale**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le secrétariat général commun procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le révéle d'heures transmis par la MMI'e.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP.

L'AMOI informe régulièrement le secrétariat général commun du Rhône de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et le secrétariat général commun du Rhône.

## **ARTICLE 9 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les matériels de gros outillage sont équipés en batteries rechargeables plutôt qu'en piles/accumulateurs lorsque c'est possible.

### **9.1. Valorisation des déchets**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire respecte les consignes de tri mises en place sur le site ou, le cas échéant, s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets produits à l'occasion des prestations.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets générés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Ainsi, chaque titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, notamment en cas de création d'une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs (« Filière REP »), le titulaire est tenu de se conformer aux éventuelles nouvelles obligations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur des modalités de mise en œuvre de ces obligations dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de non communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 17 du CCAP. »

## **9.2. Obligation de communiquer un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)**

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

## **ARTICLE 10 - NATURE ET FORME DES PRIX**

### **10.1. Contenu du prix**

Le marché est pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaire à bon de commande, sans minimum ni maximum.

Les prestations de maintenance préventive liés aux équipements de CVCPEC (poste A de l'acte d'engagement), aux équipements divers (poste B de l'acte d'engagement), sont rémunérées forfaitairement.

Les prestations supplémentaires relatives à la maintenance corrective (poste A1 de l'acte d'engagement), sont à prix unitaires.

Ces prestations sont réglées au titulaire aux conditions suivantes :

- soit sur devis, établi sur la base des bordereaux de prix unitaires définis dans les annexes financières, accepté par émission d'un bon de commande par le responsable de site,
- soit pour les prestations urgentes, sur devis accepté par le gestionnaire de site. La facture est établie sur la base du taux horaire, définis dans les annexes financières

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la prestation. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

### **10.2. Variation dans les prix**

Les prix donnés par le titulaire dans son acte d'engagement seront fermes pour la durée d'exécution du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026 et seront révisables le 1<sup>er</sup> janvier 2027 selon la formule détaillée ci-après.

Pour chaque reconduction du marché, les prix donnés dans l'acte d'engagement par le titulaire seront actualisés en janvier.

Les prix afférents aux postes A, B et A1 seront actualisés par application de la formule paramétrique suivante :

**$P = P0 (0.125 + 0.625 (ICHT \text{ rev-TS IME} / ICHT \text{ rev-TS IME0}) + 0.25 [0.8 \times (EBIQ / EBIQ0) + 0.20 (TCH / TCH0) \times (FSD 2 / FSD 20)]$**  dans laquelle :

P	Prix H.T. révisé pour la ou les prestations considérées.
P0	Prix H.T. donné par le titulaire dans son acte d'engagement pour la ou les prestations considérées.
ICHT rev-TS IME	Valeur pour le mois de décembre précédant la date de révision annuelle (janvier) de l'indice du Coût Horaire du Travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques
ICHT rev-TS IME0	Valeur de ce même indice pour le mois m0
FSD 2	Valeur pour le mois de décembre précédant la date de révision (janvier) de l'indice FSD 2 "Produits et Services Divers 2".
FSD 20	Valeur de ce même indice pour le mois m0
EBIQ	Valeur pour le mois de décembre précédant la date de révision annuelle (janvier) de l'indice "Ensemble énergie, biens intermédiaires et biens d'investissement".
EBIQ0	Valeur de ce même indice pour le mois m0
TCH	Valeur pour le mois de décembre précédant la date de révision annuelle (janvier) de l'indice "Transports, Communications et Hôtellerie".
TCH0	Valeur de ce même indice pour le mois m0

Le coefficient d'actualisation applicable à P0 pour constituer P par la formule paramétrique d'actualisation, est arrondi au millième supérieur.

#### ARTICLE 11 - MODALITÉS D'APPLICATION

À compter du 1er janvier 2027 et pour la durée du contrat restant à courir, les paiements auront un caractère provisoire jusqu'à parution des indices des mois de décembre précédant les dates de révision.

Le titulaire fournira à l'appui de sa demande de révision les pièces justificatives servant de bases au calcul (photocopie des indices utilisés).

Le nouveau prix obtenu sera valable pour une durée de 12 mois.

#### ARTICLE 12 - CAUTIONNEMENT

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

#### ARTICLE 13 - AVANCE

Une avance égale à 5% du montant des prestations à exécuter dans les douze premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, est mandatée sans formalité au titulaire dans un délai d'un mois. Son montant ne peut être ni révisé ni actualisé. Conformément aux dispositions des articles L2391-2 à L2391-3, le titulaire devra, le cas échéant, exprimer clairement son refus du versement de cette avance dans son acte d'engagement.

Aucune autre avance facultative ne sera accordée.

#### ARTICLE 14 - MODALITÉS DE PAIEMENT

##### 14.1 Règlements

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG/FCS. Les factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché et le cas échéant celles des sous-traitants et cotraitants payés directement
- l'objet succinct des prestations effectuées
- les coordonnées bancaires du titulaire
- les références du marché
- le montant mensuel HT des prestations exécutées
- le taux et le montant de la TVA, le prix TTC

## 14.2. Établissement des factures électroniques

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique rend la transmission électronique des factures progressivement obligatoire à compter du 1er janvier 2017 pour tous les titulaires de marchés publics.

Le titulaire doit par conséquent transmettre ses factures sous format dématérialisé, selon les procédures autorisées suivantes :

- **Mode portail**  
Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :
  - déposer ses factures sur le portail ;
  - saisir directement ses factures ;
- **Mode service ou API (Application Programming Interface)**  
Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- **Mode EDI (Echange de données informatisées)**  
Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Pour pouvoir être traitées par le SGCD69, les factures doivent impérativement comporter, outre les mentions réglementaires obligatoires rappelées précédemment, le code du service exécutant qui permet de les router vers le bon Centre de Gestion Financier : **FAC0000069**.

Le paiement de la rémunération annuelle fixée dans l'acte d'engagement, éventuellement ajustée selon les modalités précisées à l'article 10.2, est effectué au titulaire par règlement mensuel, à terme échu, après exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur représenté par le gestionnaire de la Cité Administrative accepte ou rectifie cette facture, en la complétant éventuellement par application des pénalités encourues par le titulaire et prévues à l'article 17 ci-après.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté le montant dûment rectifié.

## 14.3 Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement des sommes dues, tant au titulaire qu'à ses sous-traitants, est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la Commande Publique.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, l'entreprise a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.



Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'administration. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui est retenue.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public

#### **14.4 Modalités de règlement des sous-traitants**

Conformément aux articles R2192-22 à R2192-23, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du service bénéficiaire au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au service bénéficiaire.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au service bénéficiaire, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le service bénéficiaire adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le service bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 13.3 du CCAP, compté à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le service bénéficiaire informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité. Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne peut pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent accord-cadre, empiète sur le montant sous-traité.

#### **ARTICLE 15 - RETENUE DE GARANTIE**

Il n'y a pas de retenue de garantie au titre du présent marché.

#### **ARTICLE 16 – CLAUSE EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL**

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article 7 – Conditions d'exécution à caractère social du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes :

- données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif,
- données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.



Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'e ([dpd@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:dpd@lyonmetropole-mmie.fr))
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

## **ARTICLE 17 - PÉNALITÉS**

De convention expresse, et conformément à l'article 14 du CCAG /FCS les pénalités suivantes seront appliquées de plein droit, sans aucune formalité, ni mise en demeure préalable.

### **17.1 Pénalités pour non remise de documents**

Tout retard dans la remise de documents (procès-verbal de l'état des lieux, compte-rendu d'activité, compte-rendu d'incident, bilan annuel, et tout autre rapport visé par le CCTP ou demandé par le gestionnaire de la CAE), pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 100 € HT par jour ouvré de retard pour les 10 premiers jours, puis une pénalité égale à 200 € HT par jour ouvré de retard pour les 20 jours suivants, et enfin une pénalité de 500 € HT par jour ouvré de retard pour les jours suivants.

### **17.2 Réfaction en cas de mauvaise exécution**

En cas de mauvaise exécution des prestations il sera fait application de l'article 30.3 du CCAGFCS.

### **17.3 Pénalités pour indisponibilité**

Les dispositions de l'article 14.2 du CCAG/FCS s'appliquent au présent marché.

### **17.4 Pénalités pour intervention non concluante dans le cadre des dépannages**

L'intervention est considérée comme non concluante dans les cas suivants et pourra être sanctionnée par une pénalité égale à 500 € HT.

Si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche des équipements concernés, ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans l'heure suivant son arrivée sur le site à savoir :

- appel d'un autre niveau d'intervention
- appel de renfort
- approvisionnement de matériel

Il appartient au titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable.

### **17.5 Pénalités pour non-respect des garanties de fonctionnement des départs prioritaires et départs de sécurité ou de la source de sécurité onduleur**

En cas d'interruption de fourniture d'énergie électrique et coupure entraînant l'arrêt d'un départ prioritaire ou plusieurs simultanément ou l'arrêt d'un départ de sécurité, 750 € HT pour chaque heure décomptée en ½ heure et arrondie à la ½ heure supérieure au-delà de la première heure.

### **17.6 Pénalités pour non-respect des températures dans les locaux informatiques (serveurs, routeurs, baies de brassage)**

Lorsque pendant au moins 60 minutes consécutives, les températures ambiantes dans les locaux informatiques seront inférieures à 19° C ou supérieures à 25° C les pénalités suivantes seront appliquées et prises en compte à partir de la

60ème minute suivant l'apparition des valeurs limites des défauts ci-dessus, et jusqu'au retour aux normes contractuelles :

- 500 € HT par heure, décomptée par 1/4 d'heure supérieure, si :
  - la température est comprise entre 17 et 19° C ou entre 25 et 27° C,
- 750 € HT par heure décomptée par 1/4 h et arrondie à la 1/2 heure supérieure, si :
  - la température tombe au-dessous de 17° C ou passe au-dessus de 27° C,

### **17.7 Pénalités pour non-respect des garanties de fonctionnement dans les autres parties de bâtiments (bureaux, restaurant, archives, etc...)**

Pour toute perturbation dans l'activité d'un service liée à une coupure de courant ou à des températures trop élevées ou trop basses :

#### **17.7.1 En cas de coupure de courant**

- 500 € HT par heure au-delà de la 2ème heure décomptée par 1/4 d'heure, arrondie au 1/4 d'heure supérieur

#### **17.7.2 Températures**

Lorsque les écarts subsisteront pendant au moins 60 minutes consécutives, pour des valeurs de températures intérieures :

- en hiver, inférieures à 17° ou supérieures à 22° C,
- en été, inférieures à 26° ou supérieures à 30° C.

Les pénalités suivantes seront appliquées et prises en compte à partir de la 120ème minute suivant l'apparition de la valeur de défaut :

- 500 € HT par heure, décompté par 1/4 d'heure, arrondi au 1/4 d'heure supérieur.

NB : en cas de plainte d'un service occupant la CAE concernant les températures dans les locaux, des enregistreurs seront mis en place par le prestataire afin d'effectuer un contrôle contradictoire des températures.

### **17.8 Pénalités pour arrêt complet d'utilisation d'une unité en cuisine ou annexes, ou chambres froides**

- 750 € HT par journée au-delà de 24 heures décomptée par journée indivisible à partir du délai imparti, toute journée commencée étant décomptée en totalité.

### **17.9 Pénalités pour défaut de fonctionnement d'un ensemble parmi les équipements de sécurité**

Ces équipements comprennent les centrales d'alarme, vol effraction, détection incendie, les téléphones de sécurité, consignateur, tous organes de relaying et récepteurs équipements de désenfumage, les volets, trappes et ventilateurs, les équipements coupe-feu, portes, volets et trappes, les équipements d'extinction à eau ou à CO 2, réserve d'eau incendie.

- 250 € HT par journée au-delà de 24 heures décomptée par journée indivisible à partir du délai imparti, toute journée commencée étant décomptée en totalité.

Les défauts seront ceux constatés lors des visites, essais, exercices et contrôles réguliers, ou ceux constatés accidentellement par consignateur ou de visu. L'Administration se réserve, en outre, d'ordonner au titulaire des mesures de sauvegarde par surveillance spéciale, sous la responsabilité du titulaire.

### **17.10. Pénalités pour absence de personnels du titulaire ou des sous-traitants**

Les effectifs affectés au site devront être effectivement présents pendant les horaires tels qu'ils auront été définis par le titulaire dans son acte d'engagement.

Une pénalité de 500 € HT sera appliquée par poste non pourvu au-delà d'une absence supérieure à 24 heures décomptée par journée indivisible de travail, toute journée commencée étant décomptée en totalité.

Cette pénalité sera appliquée au titulaire à charge pour lui de la répercuter éventuellement sur ses sous-traitants.

#### 17.11 Pénalités pour non-port du vêtement de travail ou des insignes

Il sera appliqué une pénalité de 250 € HT pour chaque personne n'ayant pas respecté les modalités du contrat.

#### 17.12 Pénalités pour non respect des clauses de promotion de l'emploi

Motif	Montant HT
Non-respect des objectifs minimum d'insertion précisés à l'article 7 du CCAP	50 euros par heure non contractualisée
Absence ou refus ou retard de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action	100 euros par jour calendaire de retard

#### 17.13 Retard de transmission de pièces

Si le titulaire n'a pas transmis dans les deux semaines suivant l'échéance les éléments de reporting prévus au présent document, une pénalité de 100 euros par jour de retard est appliquée (tableau de reporting (suivi des engagements du titulaire)).

En cas de retard sur la remise des pièces comportant des informations environnementales, (bordereaux de suivi des déchets, tableau bilan des GES), une pénalité de 50 euros par jour de retard et par pièce sera appliquée.

#### 17.14 Limites des pénalités

Les pénalités seront limitées lorsque les pièces de rechange (d'un montant supérieur à 250 € HT pour les équipements de CVCPEC ne pourront être mises à la disposition du titulaire par le service gestionnaire de la CAE dans le cadre de ses obligations définies à l'article 6.5.

Le délai nécessaire au service gestionnaire de la CAE pour assurer la fourniture sera déduit du temps global et les pénalités seront calculées sur la différence.

#### 17.15 Pénalité pour non respect des engagements d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 35 euros par heure d'insertion non réalisée. Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.

### ARTICLE 18 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues n'excède pas un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut-être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

### ARTICLE 19 - RÉSILIATION

Sans préjudice des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS et conformément à l'article 49 de l'ordonnance, le marché peut être résilié aux torts du titulaire lorsque l'opérateur économique est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance ayant pour effet de l'exclure d'un marché public.

De même, conformément à l'article 58 de l'ordonnance, le marché peut être résilié en raison d'un manquement grave du titulaire aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés publics.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut également mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celui-ci, conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS, dans l'hypothèse où les prestations attendues par le marché donnent lieu à l'application de pénalités dont le cumul atteindrait la valeur de trois mois (consécutifs ou non consécutifs sur une même année) de prestations du poste A, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité, dans les conditions prévues à l'article 41.2 du CCAG-FCS. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS, et imputer le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En outre, en cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance dans la réalisation des prestations prévues au présent marché, le pouvoir adjudicateur ou son représentant mettra le titulaire en demeure de remédier à ces retards, interruptions ou insuffisances dans un délai de 24 heures à compter de la réception de la lettre recommandée de mise en demeure.

À l'expiration de ce délai, et si le titulaire n'était pas en mesure d'assurer une prestation normale, l'Administration représentée sur le site par le gestionnaire de la Cité Administrative y pourvoirait. Le titulaire du marché ne serait admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Le contrat pourrait alors être résilié aux frais et risques du titulaire défaillant ; les dépenses résultant de l'inexécution des prestations du titulaire seraient retenues d'office sur la première facture mensuelle établie par le titulaire défaillant.

Enfin, le marché peut être résilié en cas de libération totale des locaux de la Cité Administrative d'État avant la date de fin du présent marché.

## **ARTICLE 20 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS**

### **20.1 Responsabilités**

Le titulaire exécute sous sa responsabilité exclusive les opérations définies d'exploitation et de surveillance avec l'effectif et l'assistance des techniciens spécialistes nécessaires à l'accomplissement de ses différentes missions et conformément aux engagements pris pour le présent contrat. Un responsable agréé le représentera en permanence auprès du gestionnaire de site. Le titulaire est exclusivement responsable de l'organisation du travail, de la discipline, du respect des consignes, de l'efficacité de son personnel. Il établit des consignes précises d'exploitation qui seront communiquées au gestionnaire de site avant diffusion avec, si besoin est, la liste des pièces de rechange qui doivent être mises à sa disposition.

Le titulaire fournit à son personnel, sous sa responsabilité, tout l'outillage et matériel de manutention à mettre en œuvre ainsi que les matières consommables nécessaires (chiffons, produits de nettoyage de toutes sortes, graisses et huiles spécifiques ou non d'utilisation courante, fréon, eau distillée, huile de transformateur, etc ...). Le titulaire doit toutes les autres huiles spécifiques courantes ou non.

Le titulaire assure seul, pendant la durée du contrat, à l'égard du pouvoir adjudicateur comme des tiers, l'entière responsabilité de ses préposés comme celle des techniciens spécialistes ou autres agents auxquels il fait appel, à titre quelconque, à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Il contracte à ce point de vue toutes les assurances nécessaires pour les couvertures des différents risques ; à cet effet, il communique les "polices" au pouvoir adjudicateur avant début des prestations. Les franchises éventuelles resteront à la charge du titulaire (voir en fin de chapitre Assurances).

Le service gestionnaire de la CAE fait, le cas échéant, au représentant du titulaire, des observations en cas de non-respect des obligations et engagements découlant du contrat. Le titulaire doit y remédier sans délai. En particulier, l'effectif, les titres d'habilitation, la qualification du personnel utilisé seront portés à la connaissance du service gestionnaire de la CAE. La bonne exécution du contrat implique de la part du personnel utilisé une bonne connaissance des équipements. Les absences seront immédiatement signalées et les remplaçants désignés sans délai. Le remplacement définitif de plus de trois responsables du titulaire sur une période de six mois ou de plus de la moitié des autres personnels sur une période de douze mois ouvre droit de facto à une décision de résiliation aux torts du titulaire.

## 20.2 Assurances

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance valable pendant toute la durée du présent contrat et à en justifier annuellement au Gestionnaire en lui remettant une attestation par police souscrite.

Cette police couvrira sa responsabilité et celle de ses préposés ou entreprises spécialisés intervenant pour son compte pour tous les risques et dommages pouvant résulter de l'exécution des missions confiées au présent contrat, à savoir :

- Responsabilité civile titulaire exploitant :
  - dommages corporels
  - dommages causés aux bâtiments et matériels dont il n'assure pas l'exploitation et l'entretien
  - dégâts des eaux
  - dommages subis par les installations qui lui sont confiées pour exploitation et entretien.

- Montant des garanties :
  - Dommages corporels : montant illimité
  - Dommages matériels, dégâts des eaux : 3 millions d'euros par sinistre
  - Objets confiés : 150 000 € par sinistre

- Exclusions :

En ce qui concerne l'incendie ou l'explosion des installations, le pouvoir adjudicateur renonce à tous recours contre le titulaire s'il a appliqué ou fait appliquer les consignes conformément aux règles de sécurité contre l'incendie et règlement de l'établissement dans la limite des responsabilités définies par le présent contrat.

En conséquence, sont exclus tous les dommages d'incendie, d'explosion, fumées et les pertes de bénéfices ou d'exploitation qui y sont consécutifs ainsi que tous les risques qui font normalement l'objet de « police incendie » et pertes d'exploitation après incendie.

### ARTICLE 21 - JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Lyon, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

#### **Tribunal administratif de Lyon**

Palais des juridictions administratives  
184, rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03  
Tél : 04 78 14 10 10  
greffe.ta-lyon@juradm.fr

Le tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 17 « Exécution aux frais et risques » du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.